

<http://larcenciel.be/spip.php?article540>



Chritiane TAUBIRA, une grande dame qui mérite le respect

- MATIÈRE À PENSER - SOCIÉTÉ, CULTURE, RELIGIONS ET SPIRITUALITÉS -



Date de mise en ligne : dimanche 10 novembre 2013

Copyright © LARCENCIEL - site de Michel Simonis - Tous droits réservés

J'ai beaucoup d'admiration pour Christiane Taubira. Je trouve qu'elle est une grande dame de la vie politique française. J'ai été très touché par les attaques dont elle a été - et est toujours - l'objet, surtout effrayé par le signal qu'elles donnent d'une certaine déliquescence de la pensée, particulièrement chez de jeunes ados. Sans doute pas seulement en France...

J'ai voulu savoir deux choses.

- 1. Qui était Christiane Taubira.*
- 2. Comment elle vivait, ressentait et jugeait ce qui (lui) arrive.*

Je commence par ce deuxième point.

MS

Sommaire

- [2. QUI EST CHRISTIANE TAUBIRA ?](#)

La ministre de la Justice, Christiane Taubira, a accepté de parler longuement, pour la première fois, des violentes attaques qu'elle a subies ces derniers mois - et qui n'étaient pas les premières. Mais, surtout, de son inquiétude sur une France où quelque chose « *se délabre* ».

EXTRAITS de l'INTERVIEW de Christiane TAUBIRA :

« **Des inhibitions disparaissent, des digues tombent** »

Par Fabrice Rousselot et Sonya Faure

Vous avez subi des injures racistes d'une enfant, lors de manifestations contre le mariage pour tous. Cela vous a surpris ?

Venant d'une préadolescente, forcément. Cela renvoie évidemment à ses parents, au cadre familial, à l'éducation - je suis triste, en réalité, pour elle. Mais cela dit, plus profondément, que dans notre société, des choses sont en train de se délabrer. Au-delà de mon cas, ces attaques racistes sont une attaque au cœur de la République. C'est la cohésion sociale qui est mise à bas, l'histoire d'une nation qui est mise en cause.

Constatez-vous plus généralement un dérapage de la parole publique ?

Ce ne sont pas des dérapages, qui sont des inattentions, c'est infiniment plus grave ! Il s'agit très clairement d'inhibitions qui disparaissent, de digues qui tombent. Cela ne date pas du mois dernier : en réalité, nous l'avons vu venir. Je ne vais pas vous faire le florilège de ce à quoi j'ai eu droit depuis que je suis aux responsabilités : les propos qui ont accompagné ma nomination [« *Quand on vote FN, on a la gauche et on a Taubira* », avait alors dit Jean-François Copé, ndlr], l'hystérie pendant les débats sur le mariage pour tous, les choses qui circulent sur Internet... Le « *gorille* », j'y avais le droit dès le début de l'année, de la part d'opposants au mariage pour tous. Le cabinet s'inquiétait de savoir s'il fallait porter plainte, je leur ai dit qu'on avait autre chose à faire.

Il y a donc eu des signes précurseurs ?

Je me ramasse depuis longtemps du « *macaque* », du « *Ya bon Banania* », par des manifestants ou des élus qui l'écrivent sur leur site internet. Il y a aussi quelque chose de très subtil que personne n'a relevé : lors des manifestations anti-mariage gay, des slogans clamaient : « *Taubira, t'es foutue, les Français sont dans la rue.* » On a l'habitude de lire « *T'es foutu, les parents sont dans la rue* » ou bien « *les médecins sont dans la rue...* » Mais, dans mon cas, on peut dire : « *Les Français sont dans la rue.* » Etape par étape, les choses ont surgi et on s'y est habitué, on s'en est accommodé, on n'a pas voulu les lire.

Cette « attaque au cœur de la République » est-elle le fruit d'un glissement progressif ou plus brutal ?

C'est un long glissement... Périodiquement, et encore sous le dernier quinquennat, on a construit un ennemi intérieur. Ceux qui sont incapables de tracer un horizon passent leur temps à dire au peuple français qu'il est envahi, assiégé, en danger. Ils prospèrent sur la doctrine du déclin. Il y a eu des étapes : le fameux débat sur l'identité nationale (même s'il a fait un flop), le débat sur l'islam (même s'ils l'ont désigné « *débat sur la laïcité* », avant d'y renoncer), le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale [*mis en place en 2007 par Sarkozy*], qui était choquant par le lien qu'il faisait délibérément entre ces deux enjeux... Mais il y a un paradoxe intéressant de la société française. On a parfois l'impression, sondages à l'appui, d'un soutien massif de l'opinion publique aux discours d'exclusion, aux propos racistes. Et lorsque les responsables politiques qui l'utilisent sont sûrs d'emporter l'adhésion du plus grand nombre, ils franchissent toujours la ligne de trop. Ils l'ont franchie il y a quelques années lorsqu'ils ont fait arrêter des gamins devant les écoles pour les expulser. RESF [*le Réseau éducation sans frontière*] est né à ce moment-là, avec des enseignants et des parents.

Assiste-t-on à un déplacement de la parole politique ? A une droitisation qui ferait sauter des interdits dans l'opinion ?

Il y a deux sujets : la classe politique et la société. Du côté politique, il n'y a pas forcément de stratégies pensées, mais des calculs au jour le jour, une cascade de tactiques. Incontestablement, l'opposition a un problème d'identité, de filiation politique : qui est-elle ? Comment prend-elle le relais de son histoire ? Quel chemin trace-t-elle ? On a connu une droite plus républicaine. Et puis il y a la société. Les sociétés européennes peuvent se boucher les yeux, mais leur histoire a fait qu'elles sont plurielles. Elles ont oublié comment la nation s'est construite, et ceux qui ont la parole ne le rappellent pas.

(...)

Que faire face à ces propos ? En parler, les poursuivre en justice au risque de leur donner de l'écho ? Ou les ignorer ?

La réponse judiciaire est indispensable : il faut rappeler que le racisme n'est pas une opinion, c'est un délit. Mais elle ne suffit pas : on ne peut pas demander à la seule justice de réparer les pathologies profondes qui minent la démocratie. La question est éthique plus que morale : il ne s'agit pas de savoir si c'est bien ou mal d'être raciste, mais de déterminer quelle est l'éthique de notre société. A partir du moment où nous faisons destin commun, nous acceptons les principes de la République. C'est la logique du droit du sol et c'est ce qui a balisé toute l'histoire de France. Il faut voir ces attaques, les entendre, même s'il ne s'agit pas de les comprendre. Il faut les dénoncer et les combattre. Des millions de personnes sont mises en cause quand on me traite de guenon. Des millions de gamines savent qu'on peut les traiter de guenons dans les cours de récréation !

Avez-vous été déçue par la faiblesse des réactions qui ont suivi les attaques dont vous avez été victime ?

[*Soupir*] J'ai eu beaucoup de messages de soutien. Les gens ont réagi sur ma personne or, le sujet, ce n'est pas ma personne. Il est grave, il concerne le lien social, la République. Que valent les institutions quand on attaque de la sorte la garde des Sceaux ? Est-on encore capable de réagir lorsque la société est ébranlée sur ces fondations ? (...)

Des consciences dans la société française pourraient dire : « *Attention, ce n'est pas périphérique, c'est une alarme.* » Ce qui m'étonne le plus, c'est qu'il n'y a pas eu de belle et haute voix qui se soit levée pour alerter sur la dérive de la société française.

[Fabrice ROUSSELOT](#) et [Sonya FAURE](#)

Retrouvez [l'intégralité de l'interview de Christiane Taubira dans Libération...](#)

<http://larcenciel.be/sites/larcenciel.be/local/cache-vignettes/L337xH400/taubira-fred-kihn-e76c6.jpg>

Christiane Taubira, à Paris, 5 novembre 2013 (Photo Fred Kihn)

Photo illustrant l'interview publié dans Libération le 5 novembre 2013

<http://www.liberation.fr> et Fred Kihn

2. QUI EST CHRISTIANE TAUBIRA ?

(extraits de [Wikipédia](#))

Origines et formation

Née à Cayenne, Christiane Taubira est issue d'une famille modeste à€ sa mère, aide-soignante, élevait seule ses cinq enfants. Divorcée, elle est elle-même mère de quatre enfants.

Diplômée d'un 3e cycle de sciences économiques (Paris II), de sociologie, ethnologie afro-américaine (Sorbonne et Jussieu) et d'agroalimentaire (CFCA de Paris et Bordeaux)¹, elle est professeur de sciences économiques en 19782. Cofondatrice de l'association agricole Caricoop pour la Guyane (Confédération caraïbe de la coopération agricole)³, elle en est la directrice générale de 1982 à 1985. Depuis 1990, elle est membre de l'OCCE-G (Office de coopération et de commerce extérieur de la Guyane), un organisme dépendant du conseil régional de la Guyane.

Parcours politique

Elle commence sa carrière politique comme militante indépendantiste, notamment au sein du parti Moguyde⁴, jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir en 19815.

Travaux et prises de positionmodifier

Christiane Taubira est fréquemment considérée par les politiques comme un « électron libre », en raison de ses prises de position personnelles entrant peu dans une logique de parti³⁷. Contrairement au PS et au PRG, elle s'oppose ainsi, en 2004, au vote de la loi française sur les signes religieux dans les écoles publiques, considérant que « Faire œuvre législative plutôt que mission pédagogique, c'est perdre foi en République, alors que sont soigneusement évités les terrains où se nouent les tensions les plus lourdes de sens dans l'affrontement éthique³⁸. » En 2005, elle prend position pour le « Non » lors du référendum français sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe³⁹, contrairement au PRG, dont elle est, à l'époque, encore vice-présidente.

Autonomie de la Guyane

Les premiers engagements politiques de Christiane Taubira furent son militantisme pour l'autonomie de la Guyane.

Christiane TAUBIRA, une grande dame qui mérite le respect

Dans les années 1970, elle était indépendantiste ; après l'arrivée de François Mitterrand à la présidence en 1981, elle cessa ce type de militantisme, constatant qu'il n'était plus soutenu par les Guyanais⁵.

Lors du référendum de 2010 sur le passage de la Guyane à un statut de collectivité d'outre-mer, bien que critique envers le caractère flou du projet, elle appelle à voter « Oui » au sein du mouvement Guyane 7440.

Commémoration de l'abolition de l'esclavage

Christiane Taubira aux côtés de Nicéphore Soglo et de Jean-Marc Ayrault lors de l'inauguration du mémorial de l'abolition de l'esclavage en mars 2012.

Christiane Taubira a donné son nom à la loi française no 2001-434, votée le 10 mai 2001, qui reconnaît comme crimes contre l'humanité la traite négrière transatlantique et l'esclavage qui en a résulté. Plusieurs historiens critiquent le fait que le texte limite l'esclavage à la traite européenne des Africains alors que « la quasi-totalité des esclaves africains avaient été razzés non par des Blancs, mais par des négriers africains et que le commerce des esclaves était une routine sur le continent noir bien avant l'arrivée des négriers européens ». Elle soutient sa position en déclarant qu'il faut éviter d'évoquer la traite négrière arabo-musulmane pour que les « jeunes Arabes ne portent pas sur leur dos tout le poids de l'héritage des méfaits des Arabes ».

La ministre a rappelé, en mai 2013, ses positions sur l'histoire de l'esclavage en dénonçant qu'« outre-mer, il y a eu une confiscation des terres ce qui fait que, d'une façon générale, les descendants d'esclaves n'ont guère accès au foncier. Il faudrait donc envisager, sans ouvrir de guerre civile, des remembrements fonciers, des politiques foncières ».

[VOIR tout l'article Wikipédia >>](#)

Post-scriptum :

[Voir aussi la PETITION "Nous sommes tous des Christiane Taubira. Se compter pour compter..."](#)